

## Chapitre 1 La production des données

« Or, craignant l'intrusion du subjectif, les empiristes ont considéré les données expérimentales comme seule source de vérité, réduisant ainsi la causalité à la régularité de la connexion causale. Dans leur désir de donner une base plus objective à la connaissance, les empiristes ont appauvri la méthodologie scientifique de l'une de ses composantes fondamentales, à savoir l'élaboration de modèles conceptuels. » Marianne Belis, « Causalité, propension, probabilité », *Intellectica*, 1995/2, 21, pp. 199-231.

La réflexion sur les guerres civiles, inspirée jusqu'aux années 1980 par les travaux d'historiens et de sociologues (Theda Skocpol, Charles Tilly, Barrington Moore), a été radicalement transformée par l'émergence d'un nouveau style de recherche dans quelques centres universitaires : Stanford University, Yale University, Massachusetts Institute of Technology, Harvard University, Peace Research Institute Oslo, Oxford University, ETH Zurich<sup>1</sup>. Ce courant, qu'on qualifiera de néopositiviste, marie dans des proportions variables selon les auteurs différents éléments : la domination de la TCR (Théorie du Choix Rationnel), l'obsession de la quantification, de préférence sous la modalité de grands échantillons, la sous-traitance de la collecte des données et le refus, en fait sinon en droit, des méthodes qualitatives, notamment des enquêtes *in situ*<sup>2</sup>.

Progressivement devenu dominant dans les revues américaines de science politique et dans l'expertise au service des grandes institutions, ce courant manifeste la croyance, en rupture avec une solide tradition épistémologique, que la science pourrait être *data-driven*, c'est-à-dire que les données existent en dehors d'une construction théorique. Le projet d'une collecte de données sans programme scientifique a notamment refait surface avec le développement du *big data* et de l'intelligence artificielle<sup>3</sup>. En conséquence, la priorité est donnée à des objets dont la caractéristique principale est d'être quantifiable et la focalisation sur la méthodologie se fait au détriment de l'inventivité théorique. Certaines méthodes présentées comme des innovations, notamment l'usage du sondage dans les zones de guerre (*survey*), les expériences en milieu

---

<sup>1</sup> Je reprends en partie un article écrit avec Adam Baczko « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, vol. 67, no. 2, 2017, pp. 309-327.

<sup>2</sup> Notons que les techniques quantitatives ne sont pas l'apanage d'un paradigme particulier et que la TCR n'implique pas nécessairement un traitement quantitatif des données, même si cette association est devenue standard.

<sup>3</sup> Pour une critique, voir Martin Frické, "Big Data and Its Epistemology". *J Assn Inf Sci Tec*, 66, 2015, pp. 651-661.

naturel (*field experiment*) et le *process tracing*, plus communément appelé histoire, sont d'ailleurs la reprise de techniques anciennes, ce qui limite la prétention à l'innovation<sup>4</sup>.

Ces travaux sont dominants dans les revues anglo-saxonnes de science politique et d'économie, qui excluent de plus en plus les approches concurrentes<sup>5</sup>. Les tenants du néopositivisme ne remettent pas en cause leurs prémisses et cette fermeture épistémique, permise par de solides positions de pouvoir dans le champ académique, a pour effet de protéger leurs résultats d'un dialogue critique<sup>6</sup>. Or, tout indique l'épuisement d'un paradigme : un sous-champ de plus en plus technique, l'absence d'apports à la sociologie générale et de renouvellement des hypothèses, ainsi que des résultats répétitifs ou triviaux, malgré une formalisation mathématique de plus en plus poussée. Au-delà des discussions sur certains aspects techniques, il est donc indispensable d'engager une critique frontale de ce courant dont l'apport à la compréhension des guerres civiles et la capacité prédictive restent faibles, surtout si l'on considère l'ampleur des moyens mobilisés<sup>7</sup>.

### *Les apories de l'action rationnelle appliquée aux guerres civiles*

En adoptant la TCR (Théorie du choix rationnel), les travaux néopositivistes font le choix d'une théorie dont les apories méritent d'être rappelées. Le modèle anthropologique de la TCR souffre en effet d'un défaut de conception depuis longtemps mis en évidence, notamment par Donald Green et Ian Shapiro aux Etats-Unis, Pierre Bourdieu en France et que l'émergence de l'économie comportementale n'a fait que confirmer en démontrant l'existence de biais émotionnels et cognitifs, y compris dans les situations routinières<sup>8</sup>. Même si l'on renonce, à la suite de Milton Friedman, à tout réalisme psychologique pour privilégier la

---

<sup>4</sup> Pour une mise au clair des enjeux épistémologiques du *process tracing*, voir Antoine Maillet et Pierre-Louis Mayaux, « Le *process tracing*. Entre narration historique et raisonnement expérimental », *Revue française de science politique*, 2018/6 (Vol. 68), pp. 1061-1082.

<sup>5</sup> Cette tendance est confirmée par la dernière enquête TRIP, laquelle détaille les contenus de douze des revues les plus influentes au sein des relations internationales anglo-saxonnes, voir Benjamin Cohen, *International Political Economy: An Intellectual History*, Princeton, Princeton University Press 2008 ; Daniel Maliniak, Daniel, Michael J. Tierney "The American School of IPE", *Review of International Political Economy*, 16 (1), 2009, pp. 6-33.

<sup>6</sup> George Steinmetz (dir.), *The Politics of Method in the Human Sciences: Positivism and Its Epistemological Others*, Duke University 2005. Le conflit initial se déroule à Chicago où Friedman défend une approche micro comme fondement du macro et marginalise les Keynésiens. Ce modèle est ensuite adopté pour les guerres civiles dans le mouvement plus général d'alignement de la science politique américaine sur l'économie.

<sup>7</sup> Datawar, *Why Ukraine War Caught Europe by Surprise. Right Numbers, Wrong Predictions?*, 25 octobre 2022. <https://booksandideas.net/Datawar?lang=en>

<sup>8</sup> Pour le point de vue du réalisme critique, voir Margaret S. Archer, Jonathan Q. Titter (dir.), *Rational Choice Theory: Resisting Colonisation (Critical Realism: Interventions)*, Routledge 2001. Voir par ailleurs Donald P. Green et Ian Shapiro, *Pathologies of Rational Choice Theory: A Critique of Applications in Political Science*, New Haven, Yale University Press, 1994.

capacité de prédiction, la TCR se heurte à des échecs répétés - et définitifs - pour rendre compte de nombreux comportements, à commencer par le vote<sup>9</sup>. De plus, l'hypothèse sous-jacente, à savoir que les biais individuels se moyennent, n'est pas avérée dans nombre de cas, à commencer par les comportements sur les marchés financiers.

Pour ce qui est des guerres civiles, les critiques contre la TCR se sont multipliées depuis la fin des années 1990<sup>10</sup>. Trois problèmes sont ici récurrents. D'abord, le lien entre expérience de laboratoire et réalité sociale reste une question non résolue. Par exemple, la théorie des jeux – une modalité particulière de la TCR – teste le plus souvent ses hypothèses par des « expériences de laboratoire »<sup>11</sup>. Or, en dehors même de la réplicabilité souvent douteuse de ce type de test, rien ne valide le passage entre les réponses à un jeu dans une situation artificielle, où les choix décontextualisés et solitaires sont faits par des enquêtés rémunérés, et les comportements hors laboratoires, produits d'interactions individuelles, de logiques bureaucratiques, de délibérations collectives, de valeurs et d'émotions<sup>12</sup>. Par exemple, Barbara Walter, en appliquant la théorie des jeux aux guerres civiles, teste les trois hypothèses proposées par James Fearon dans un article de 1995 sur l'occurrence des conflits internationaux : l'asymétrie d'information, la difficulté à garantir les accords entre belligérants et le problème des biens indivisibles<sup>13</sup>. A partir du comportement des participants, elle conclut que les gouvernements confrontés à des mouvements séparatistes emploient la violence pour décourager de potentielles revendications sécessionnistes. Cette conclusion, dont l'intérêt scientifique n'est pas évident, est surtout improuvable par les données présentées. En effet, l'auteur extrapole les stratégies de bureaucraties étatiques à partir de l'observation en

---

<sup>9</sup> Milton Friedman, *Essays in Positive Economics*, Chicago, Chicago University Press, 1953. Si le critère est la capacité de prévision, l'échec à expliquer pourquoi les individus votent - un comportement individuel, répétitif facilement quantifiable - condamne sans appel la théorie : « *En ce qui concerne la théorie du choix social (l'étude axiomatique des mécanismes de vote), l'une des revues les plus importantes en économie, Econometrica, a instauré il y a vingt ans de cela un moratoire sur la publication d'articles dans ce domaine, jugé mathématisé à outrance et sans plus aucun lien évident avec la réalité.* » Thomas Pradeu, in Anouk Barberousse, Denis Bonnay et MiKaël Cozic, *Précis de philosophie des sciences*, Vuibert, 2002, p. 592

<sup>10</sup> Sur la question spécifique de la guerre voir Christopher Cramer, « Homo Economicus goes to War: Methodological Individualism, Rational Choice and the Political Economy of War », *World Development* 30 (11), 2002, pp. 1845-1864 ; Stephen Walt, « Rigor or Rigor Mortis: Rational Choice and Security Studies », *International Security* 23 (4), 1999, pp. 5-48.

<sup>11</sup> Qui sont parfois abusivement décrites comme des *field experiments*, mais consistent en réalité à faire participer des individus à des jeux souvent en contrepartie de rémunérations financières. Il s'agit donc de contextes artificiels qui neutralisent tout ce qui interdit précisément l'application d'une rationalité économique dans la réalité de la vie sociale.

<sup>12</sup> Voir par exemple Anselm Hager, Krzysztof Krakowski Max Schaub, "Ethnic Riots and Prosocial Behavior: Evidence from Kyrgyzstan", *American Political Science Review*, Volume 113 /Issue 44/ November 2019, pp. 1029-1044. L'appréciation du comportement « *prosocial* » des individus se fait en fonction des réponses à un jeu de type dilemme du prisonnier.

<sup>13</sup> Barbara Walter, « Bargaining Failures and Civil War », *Annual Review of Political Science*, 12, 2009, pp. 243-61 ; James Fearon, "Rationalist Explanations for War", *International Organization* 49 (3), 1995, pp. 379-414.

laboratoire de comportements individuels sans s'interroger sur ce saut logique ni, par ailleurs, sur les effets de la position sociale des individus mobilisés pour cette expérience (des étudiants en l'occurrence, alors qu'on peut penser que le choix de hauts fonctionnaires dans le domaine de la sécurité aurait été plus pertinent)<sup>14</sup>.

Ensuite, les recherches fondées sur un authentique travail empirique donnent à voir la difficulté à s'inscrire rigoureusement dans le cadre de la TCR. Ainsi, Stathis Kalyvas examine la distribution spatiale de la violence dans les guerres civiles et forme l'hypothèse qu'elle est fonction du degré de contrôle des protagonistes armés à l'échelle micro<sup>15</sup>. Sa théorie repose sur un réductionnisme radical dérivé d'une définition de la rationalité, reprise de Hobbes, comme d'un "*urge to survive*", qui n'est jamais plus précisément défini. En particulier, l'individu ainsi modélisé est supposé avoir la faculté de calculer les coûts et les opportunités sans être affecté par ses émotions ou par son passé, et sans capacité à se projeter dans l'avenir<sup>16</sup>. L'auteur semble percevoir que cette axiomatique pose un problème, mais suggère sans preuve que les civils surestiment la stabilité du contrôle des groupes armés et qu'ils prennent leurs décisions essentiellement en fonction d'informations et d'évènements locaux<sup>17</sup>. Il en découle alors que la violence produit de l'obéissance chez ceux qui la subissent, une hypothèse centrale à la cohérence de son modèle, mais qui reste non démontrée.

En réalité, la prise en compte du contexte sociohistorique implique le renoncement à la TCR par le biais de définitions hautement extensibles de l'intérêt individuel. Ainsi, Elisabeth Wood, dans une étude importante, montre qu'au Salvador la mobilisation de long terme des paysans dans le mouvement armé ne dépend pas en premier lieu de la situation économique, mais de la culture politique produite dans et par la lutte. Incapable de dépasser le paradoxe olsonien du *free rider* en restant à l'intérieur du paradigme de la TCR, elle retrouve ainsi les résultats de McAdam, Tilly et Tarrow<sup>18</sup>. Ce dernier, dans son compte-rendu de l'ouvrage, rappelle d'ailleurs que « *Wood is not the first to argue that political culture matters, or that the attribution of injustice is necessary to produce collective action* », citant notamment les travaux classiques de Edward P. Thompson, Barrington Moore Jr. et David Snow<sup>19</sup>. La tentative de s'inscrire dans la TCR (en particulier dans le modèle formel en annexe) amène l'autrice à une

---

<sup>14</sup> Barbara Walter, *Reputation and Civil War: Why Separatists Conflicts are So Violent*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

<sup>15</sup> Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

<sup>16</sup> *op. cit.*, p. 207.

<sup>17</sup> *op. cit.*, pp. 207-208.

<sup>18</sup> Elisabeth Wood, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 20.

<sup>19</sup> Sydney Tarrow, « Inside Insurgencies: Politics and Violence in an Age of Civil War », *Perspective on Politics* 5 (3), 2007, p. 593.

définition non-opérationnalisable de l'intérêt personnel : « *defiance, an intrinsic motivation, and/or pleasure in agency* »<sup>20</sup>. Et le lecteur de se demander quel comportement échappe à cette définition et, aussi, de remarquer la divergence avec la définition donnée par Kalyvas.

Au prétexte de rigueur méthodologique, la TCR rejette finalement l'héritage d'un siècle et demi de recherches en sciences sociales ; les sociologues majeurs (Weber, Marx, Giddens, Luhmann, Bourdieu, etc.) sont systématiquement ignorés. Des pans entiers de la recherche sur l'engagement militant et les mouvements sociaux sont absents des références bibliographiques. De même, malgré une littérature consistante, les émotions et les valeurs sont traitées à la marge et à partir de cadres analytiques inadaptés<sup>21</sup>. Ainsi, Kalyvas et Walter renvoient les normes et les émotions aux erreurs de prédiction de leurs modèles<sup>22</sup> ; Roger Petersen souligne l'importance des émotions et des normes sociales, mais les réduit à leurs conséquences mesurables, ce qui limite la pertinence de l'observation initiale<sup>23</sup>. De même, l'étude de la formation des groupes politico-militaires se réduit à un questionnement sur leur cohésion et le processus d'engagement se résume à une décision ponctuelle<sup>24</sup>.

Un des apports principaux de l'anthropologie, sa capacité à décrire d'autres univers idéels, est exclu d'un raisonnement qui réduit l'ensemble des pratiques à une logique coûts/bénéfices. En particulier, ces travaux refusent de s'intéresser aux idéologies, aux mises en récit et à l'imaginaire dont on sait pourtant l'importance, par exemple dans les entrées en guerre civile et la gouvernementalité des partis (voir chapitre 3 et 5). Tout se passe alors comme si l'on pouvait rendre compte des actions du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan), de l'État islamique ou du LTTE (Liberation Tigers of Tamil Eelam) sans référence à leur univers de sens respectifs. Ou, pour souligner la dimension implicitement normative de cette exclusion, expliquer la Civil War étasunienne sans mentionner l'esclavage. Il faut attendre 2014 pour que soit publié un article où il est reconnu, en termes très généraux, que les idées et l'idéologie jouent un rôle dans les guerres civiles<sup>25</sup>. De façon étonnante, la revue de littérature est essentiellement post-2000, uniquement néopositiviste, et ignore des décennies d'enquête sur le caractère processuel de l'engagement ou le rôle des discours et leur réception.

---

<sup>20</sup> Elisabeth Wood, *op. cit.*, p. 267.

<sup>21</sup> Amélie Blom et Stéphanie Tawa Lama-Rewal (dir.) *Emotions, Mobilisations, and South Asian Politics*. Routledge, 2020.

<sup>22</sup> Stathis Kalyvas, *op. cit.*, p. 302 ; Barbara Walter, *op. cit.*, pp. 133-134.

<sup>23</sup> Roger Petersen, *Understanding Ethnic Violence: Fear, Hatred, Resentment in Twentieth Century Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

<sup>24</sup> Paul Staniland, *Networks of Rebellion: Explaining Insurgent Cohesion and Collapse*, Ithaca, Cornell University Press, 2014 ; Macartan Humphreys et Jeremy Weinstein, « Who Fights? The Determinants of Participation in Civil War », *American Journal of Political Science* 52, no. 2, 2008, pp. 436-455.

<sup>25</sup> Francisco Gutiérrez Sanín et Elisabeth Wood, « Ideology in civil war: Instrumental adoption and beyond », *Journal of Peace Research* 51 (2), 2014, pp. 213-226, les parutions sur ce thème se sont multipliées par la suite.

Cette stratégie de non citation donne l'illusion d'un progrès dans la recherche et crée les conditions d'une véritable amnésie professionnelle, qui se traduit par la « réinvention » de concepts, comme le montrent des travaux récents sur le transnationalisme et la socialisation<sup>26</sup>.

### *Les pièges de la quantification*

Si la quantification est un mode essentiel d'exploration du réel dont l'utilisation remonte aux origines mêmes des sciences sociales, toutes disciplines confondues, son utilisation dans l'étude des guerres civiles a conduit à de sérieux excès : une réduction des objets de recherche, l'utilisation de données peu fiables, un traitement mathématique souvent inadapté, une perte d'autonomie face aux grandes institutions partenaires.

Premièrement, la sélection des objets de recherche se fait par trop en fonction de leur possible quantification. Ainsi, les travaux sur le rapport entre le nombre de morts civils et le degré de contrôle du territoire se sont multipliés à la suite de l'ouvrage de Kalyvas *The Logic of Civil Wars*, peut-être plus en raison de leur mesurabilité que de leur intérêt intrinsèque. En raison de la disponibilité de statistiques (ce qui ne préjuge pas de leur fiabilité), les violences sont appréhendées à travers la catégorie de l'homicide, excluant d'autres modalités et sans aborder la difficile question de la qualification sociale de ces actes<sup>27</sup>. De même, les problèmes liés du codage sont rarement explicités, ce qui amène à passer sous silence les options théoriques et, parfois, normatives des auteurs. En particulier, les bases de données reprennent certaines catégories produites par des institutions internationales ou étatiques sans examen critique, notamment la distinction entre civils et combattants. Or, dans beaucoup de conflits, un homme n'est combattant qu'une partie de l'année, un sympathisant désarmé abrite un combattant, un policier bien qu'armé peut être hors service, un juge se met au service de l'insurrection : sont-ils civils dans ce contexte ? Or, une variation dans les définitions a des conséquences majeures, notamment pour le calcul des combattants tués (j'y reviens plus loin). De même, la question des réfugiés est particulièrement symptomatique, car les définitions des agences internationales (Haut-Commissariat aux Réfugiés, Organisation Internationale pour les Migrations) dissimulent la complexité des situations<sup>28</sup>.

---

<sup>26</sup> Jeffrey Checkel, *Transnational Dynamics of Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

<sup>27</sup> Pour une réflexion anthropologique sur la complexité de la qualification des actes de violence, voir Adèle Blazquez, *L'aube s'est levée sur un mort. Violence armée et culture du pavot au Mexique*, CNRS Editions, 2022, chapitre 5.

<sup>28</sup> Pour une critique de la notion de réfugiés, voir Pierre Centlivres « Les Trois pôles de l'identité afghane au Pakistan » *L'Homme*, 1988, tome 28 n° 108, pp. 134-146.

Deuxièmement, la multiplication des bases de données dissimule une forme de monopole dans la mesure où une bonne partie des recherches s'appuient sur Correlates of War (COW), créée en 1963 et régulièrement actualisée. Cette dernière a une importance décisive du fait qu'elle a imposé des définitions, des seuils et des critères repris, avec quelques variations, dans les décennies suivantes. La dépendance à COW multiplie ainsi les risques d'erreurs, d'autant que les multiples changements dans le codage (un point commun à toutes les bases de données) compliquent les comparaisons temporelles : « *Currently, about a dozen research projects have produced civil war lists based on apparently divergent definitions of civil war, but there is less pluralism here than one might think. Most projects do not conduct original historical research and depend heavily on COW [Correlates of War]. The result may be replication of errors due to the original COW coding rules and uncertainty about whether different definitions generate different results* »<sup>29</sup>. Par la suite, confrontés au caractère répétitif des résultats, certaines institutions ont produit des bases de données alternatives comme celle du PRIO (Armed Conflict Dataset of the International Peace Research Institute of Oslo and the Department of Peace and Conflict Research, Uppsala University) ou d'ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), mais reprennent globalement la même démarche, en particulier la fixation de seuils.

Troisièmement, la source des données compilées reste – au moins pour le public – inconnue : « *Exactly where project researchers get their information is somewhat of a mystery, since virtually none of them offers a specific listing of sources used to create its database* »<sup>30</sup>. Ainsi, la presse est une source importante, mais les choix faits ne sont pas publics, en particulier les changements au fil des années dans la sélection des médias et les outils d'agrégation. L'élément central qui permettrait de contrôler les résultats et, potentiellement, de les répliquer est donc absent<sup>31</sup>. De plus, la qualité des données utilisées dans les travaux quantitatifs a régulièrement été mise en cause<sup>32</sup>. En effet, la production de données repose essentiellement sur la compilation de journaux et de statistiques officielles. Or, ces dernières sont souvent peu fiables, car elles résultent d'arbitrages sociaux et reflètent, aussi, des limites financières et des problèmes d'accès<sup>33</sup>. Par exemple, le Nigeria a multiplié son PIB par deux après l'adoption

---

<sup>29</sup> Nicholas Sambanis, « What is Civil War », *Journal of Conflict Resolution* 48 (6), 2004, pp. 814-858.

<sup>30</sup> Taylor B. Seybolt, *Appendix 1C. Measuring violence: an introduction to conflict data sets*, SIPRI Yearbook 2002 <https://www.sipri.org/yearbook/2002/01/appendix1C> La situation n'a pas changé depuis la publication de cette étude.

<sup>31</sup> Phillip B. Stark « Before reproducibility must come preproducibility », *Nature*, 557(7707), 2018, pp. 613–613.

<sup>32</sup> Roland Marchal et Christine Messiant, *op. cit.* ; Ibrahim Abdullah, « Man Does Not Live by Bread Alone », *African Review of Books* 2 (1), 2006, pp. 12-13.

<sup>33</sup> Boris Samuel, « False Accounting as Formalizing Practices: The Computation of Macroeconomic Aggregates in African Countries since Structural Adjustment », *History of Political Economy*, 2021, vol. 53, S1, pp. 81-110 ;

d'une nouvelle méthodologie, et ce cas est loin d'être unique. En conséquence, les corrélations entre guerre civile et PIB - et cela ne concerne pas que l'Afrique - sont trop fragiles pour servir de base à un raisonnement. Ainsi, quand Paul Collier, Anke Hoeffler et Nicholas Sambanis calculent que le risque de guerre civile est particulièrement élevé lorsque l'exportation des produits de base constitue 32% en pourcentage du PIB, l'apparente précision des chiffres masque une incertitude sur le calcul du PIB qui, en toute rigueur, interdit de valider cette hypothèse sans s'interroger sur la validité des données économiques<sup>34</sup>. Cet exemple, il y en aurait d'autres, montre une confusion entre précision et validité.

Sur un autre plan, le nombre de victimes est généralement très imprécis : celles du génocide au Rwanda varie de 800 000 à un million selon les sources<sup>35</sup>. Qui peut avancer une évaluation des pertes humaines dans les trois guerres civiles au Sahel, en particulier depuis le retrait occidental ? Par ailleurs, la mise sur agenda d'une question humanitaire suppose des formes d'objectivation, notamment des comptages et des statistiques dont la fragilité méthodologique est souvent passée sous silence dans l'utilisation médiatique qu'en font ensuite les Organisations Internationales et les journalistes. Dans le cas de la RDC, Justine Brabant a montré que la concurrence entre les acteurs de l'humanitaire est un élément d'explication de la focalisation sur les viols commis par les combattants, dont le nombre a probablement été exagéré par les ONG pour attirer des financements. De plus, il n'y a probablement pas eu sept millions de morts du fait de la guerre aux Kivus et la plupart des morts l'ont été en raison de causes indirectes<sup>36</sup>.

Mais le problème le plus grave paraît être qu'un nombre grandissant d'entretiens (directifs ou semi-directifs) ne sont pas faits par les chercheurs eux-mêmes, mais sous-traités à un personnel local peu ou pas formé, alors même qu'il est difficile de vérifier la qualité du travail réalisé (les solutions technologiques comme les tablettes avec GPS ne règlent qu'une partie du problème). En effet, dans les zones de guerre, il s'est constitué un véritable marché de la donnée, dominé par un ensemble hétéroclite d'entreprises privées, d'ONG ou d'associations, le plus souvent gérées par des expatriés ou des binationaux. Ce marché, alimenté par la demande des universités, des *think tanks*, des institutions gouvernementales et internationales, est

---

Morten Jerven, *Poor numbers: how we are misled by African development statistics and what to do about it*, Ithaca, Cornell University Press, 2013; Shantayanan Devarajan, « Africa's Statistical Tragedy », *Review of Income and Wealth*, 2013, vol. 59, S9-S15.

<sup>34</sup> Paul Collier, Anke Hoeffler et Nicholas Sambanis, *Understanding Civil War*, 2005, p. 9.

<sup>35</sup> Marijke Verpoorten, « Le coût en vies humaines du génocide rwandais : le cas de la province de Gikongoro », *Population*, vol. 60, 2005, pp. 401-439.

<sup>36</sup> Justine Brabant, « *Qu'on nous laisse combattre, et la guerre finira* », avec les combattants du Kivu, La Découverte, 2016, pp. 168,176-178.



particulièrement compétitif. Le tarif de la prestation et l'accès (supposé) aux terrains les plus difficiles constituent les deux principaux avantages concurrentiels, à quoi il faut ajouter la capacité à réaliser dans des temps limités un nombre important de questionnaires, d'entretiens qualitatifs ou de *focus groups*. En somme, le savoir sur la guerre est envisagé par les acteurs impliqués comme un bien marchand, dont on peut tirer profit et les modalités de la concurrence sont telles que la qualité de la recherche est moins importante que la capacité de production et la rapidité de celle-ci.

Devenues communes, ces pratiques ont fait l'objet de critiques – « *Dans de nombreux pays en développement, la recherche expérimentale ressemble à un Far-West où presque tout est possible.* » conclut ainsi Scott Desposato<sup>37</sup> –, mais restent largement tolérées<sup>38</sup>. Cette *ghost production*<sup>39</sup> implique notamment que les chercheurs en aval du processus reçoivent une production textuelle (retranscriptions d'entretiens, descriptions de situation) sans avoir éprouvé les interactions avec leurs dimensions émotionnelles et sensorielles. De plus, la sous-traitance rend particulièrement ardue la vérification de la validité des données, le chercheur étant d'autant plus dépendant de ses sous-traitants qu'il connaît moins le contexte.

Sur un plan éthique et déontologique, ces pratiques peuvent aboutir à l'exploitation d'étudiants précaires et de chercheurs professionnels en position subalterne, dont le travail n'est pas toujours crédité<sup>40</sup>. Ces modalités d'organisation de la recherche induisent également un report de la prise de risque du chercheur vers ces petites mains, ce que les différentes instances éthiques (*institutional review boards, research ethics boards*), qui interdisent à leurs employés de se rendre dans des zones perçues comme dangereuses, autorisent sans ciller. Par exemple, certaines universités allouent à leurs doctorants un budget pour établir des conventions avec des universités locales qui enverront leurs étudiants faire des entretiens dans les régions dangereuses. Enfin, cette organisation consolide la dichotomie néfaste entre théorie/empirie ou collecte/analyse des données.

De ce point de vue, la « chaîne de valeur » - la répartition des bénéfices entre ceux et celles qui participent à la production scientifique – pose différents problèmes. D'abord, dans

---

<sup>37</sup> Scott Desposato "Ethical Challenges and Some Solutions for Field Experiments", 2014, Available at: <http://www.desposato.org/ethicsfieldexperiments.pdf>

<sup>38</sup> Kate Cronin-Furman et Milli Lake "Ethics Abroad: Fieldwork in Fragile and Violent Contexts" *PS: Political Science & Politics* 51(03), 2018, pp. 607–614 ; Dany Hoffman et Mohammed Tarawalley "Frontline Collaborations: The Research Relationship in Unstable Places" *Ethnography* 15, 2014, pp. 291–310 ; Maria Eriksson Baaz et Mats Utas "Exploring the Backstage: Methodological and Ethical Issues Surrounding the Role of Research Brokers in Insecure Zones" *Civil Wars* 21(2), 2019, pp. 157–178.

<sup>39</sup> Maysoun Sukarieh et Stuart Tannock "Subcontracting Academia: Alienation, Exploitation and Disillusionment in the UK Overseas Syrian Refugee Research Industry" *Antipode* 51(2), 2019, pp. 664–680, p. 665.

<sup>40</sup> Aymar Nyenyezi, *An Ansoms, Koen Vlassenroot*, Emery Mudinga, Godefroid Muza (dir.) *La Série Bukavu. Vers Une Décolonisation de La Recherche*, Presses universitaires de Louvain, 2020.

des pays comme l'Afghanistan ou la Syrie, les sciences sociales ne forment pas un champ organisé et autonome. Des fixeurs, d'anciens étudiants ou des journalistes travaillent pour des *think tanks* ou comme assistant de chercheurs du Nord. Si les fixeurs sont invisibilisés (mais souvent bien payés), les experts nationaux peuvent trouver un intérêt professionnel à cosigner des papiers ou des rapports qui sont une source importante de revenus. En ce sens, il est possible de trouver un partage économiquement équitable de la chaîne de valeur. Ensuite, les champs scientifiques du Nord et du Sud ne valorisent pas nécessairement les mêmes compétences et les mêmes capitaux. Le capital scientifique lié à un article publié dans une revue du Nord n'a pas forcément une grande valeur dans le champ universitaire national au sens où il n'avancera pas la carrière de l'auteur. Par ailleurs, la domination des institutions du Nord a au moins deux effets pervers. D'une part, dans les pays où les questions sécuritaires sont un enjeu, le champ universitaire local est reformaté par l'expertise (au Mali dans les années 2010 par exemple). D'autre part, la réussite scientifique donne à quelques-uns la possibilité de partir en Europe ou en Amérique du Nord dans l'objectif d'avoir de meilleures conditions de travail (salaires, statut, mais aussi une plus grande liberté), ce qui contribue à la fuite des cerveaux. Dès lors, on voit mal comment ces collaborations, même menées dans un esprit de respect et d'égalité, pourraient avoir un effet structurel positif.

Quatrièmement, quelle que soit la validité des données, il reste le problème de leur traitement. D'abord, les modèles économétriques ne sont souvent pas à même de différencier les variables indépendantes et dépendantes en raison de l'enchevêtrement des causalités et des temporalités. En conséquence, les conclusions sont parfois contradictoires en fonction des variables sélectionnées. Ainsi, les travaux quantitatifs tirés des mêmes bases de données ont démontré *à la fois* une corrélation entre guerre civile et rareté des ressources naturelles, d'une part, et guerre civile et abondance des ressources naturelles, d'autre part<sup>41</sup>. Ces résultats contradictoires sont probablement à mettre en relation avec la crise de répliquabilité (*replication crisis*) qui touche, entre autres, l'économie, la recherche médicale et la psychologie cognitive<sup>42</sup>.

Le passage de la corrélation à la causalité suppose par ailleurs une connaissance des contextes et des hypothèses sur le fonctionnement d'une société. Or, on peut publier dans des revues prestigieuses des études sur les guerres civiles avec une connaissance limitée, voire inexistante, de ceux-ci. L'*American Political Science Review* a récemment offert un exemple

---

<sup>41</sup> Mildner Stormy-Annika, Lauster Gitta et Wodni Wiebke, « Scarcity and Abundance Revisited: A Literature Review on Natural Resources and Conflict », *International Journal of Conflict and Violence* 5 (1), 2011.

<sup>42</sup> Imad Moosa, "The fragility of results and bias in empirical research: an exploratory exposition". *Journal of Economic Methodology*. 26 (4), 2019, pp. 347–360. Sur ces questions, notamment le *p-hacking*, voir le blog Data Colada <http://datacolada.org/>

de ce problème avec une étude sur la ligne de démarcation durant l'Occupation en France, les auteurs ayant ignoré la présence d'une ligne de chemin de fer, qui expliquait les actions de sabotage de la Résistance<sup>43</sup>. Au-delà d'un article problématique, le débat a révélé l'absence d'évaluateur historien dans le processus d'acceptation de l'article, qui a conduit à retenir un texte uniquement sur la base de la formalisation mathématique utilisée. Dès lors, l'administration de la preuve réside avant tout dans la validité interne des modèles et le traitement des données quantitatives. Or, on peut trouver de nombreux cas où la causalité est contre-intuitive, par exemple la concentration des manifestations de 2011 dans les quartiers sunnites en Syrie tient à leurs rues étroites qui rendaient leur accès pour les forces de l'ordre, et non aux affiliations religieuses des habitants (beaucoup de manifestants venaient d'autres quartiers).

Ensuite, les protocoles expérimentaux ou semi-expérimentaux, en particulier les Essais Randomisés Contrôlés (ERC), sont devenus la méthode quantitative de choix et reposent sur une recherche d'efficacité sociale, ce qui les rapprochent d'une étude d'impact. Sur le modèle des expérimentations médicales, on calcule les effets d'une intervention sur un groupe dit de « traitement » en comparant avec un groupe dit « témoin » (qui ne reçoit pas l'intervention). Depuis une vingtaine d'années, cette technique s'est imposée pour évaluer l'impact des programmes de développement, en partie du fait des pressions de la Banque mondiale en ce sens. Cependant, les problèmes de généralisation ont souvent été soulignés et sont particulièrement difficiles à résoudre dans le cas des guerres civiles en raison d'une fragmentation de l'espace qui complique l'accès, notamment si l'expérimentation doit se dérouler sur un temps assez long<sup>44</sup>. En particulier, le risque d'un biais de sélection est omniprésent dans la mesure où les conditions de sécurité conduisent à exclure certaines zones.

#### Un cas d'ERC dérandomisé par Anne-Marine Vanier<sup>45</sup>

La méthode privilégiée de l'expérimentation sociale est aujourd'hui celle des essais randomisés contrôlés (ERC). La théorie du choix rationnel, voire la théorie des jeux, est implicite dans les ERC. Sur le modèle des expérimentations médicales, il s'agit de comparer,

---

<sup>43</sup> Jeremy Ferwerda et Nicholas L. Miller, « Political Devolution and Resistance to Foreign Rule: A Natural Experiment », *American Political Science Review* 108 (03), p. 642-660. Une critique détaillée a été menée par Matthew Kocher et Nuno Monteiro, mettant en évidence les nombreux problèmes posés par cet article. Matthew Kocher et Nuno Monteiro, « What's in a line? Natural Experiments and the Line of Demarcation in WWII Occupied France (July 31, 2015) ».

<sup>44</sup> Vincent Guillin, « De quoi les essais contrôlés randomisés sont-ils capables ? Évaluation, mécanismes et capacités en sciences sociales », *Cahiers philosophiques*, 2013/2 (n° 133), pp. 79-102.

<sup>45</sup> Anne-Marine Vanier, *Le savoir sur les guerres civiles des institutions occidentales*, Colloque Social Dynamics of civil Wars, Paris, octobre 2021.

au moyen d'outils statistiques<sup>46</sup>, les effets d'une intervention entre un groupe dit de « traitement » (qui reçoit l'intervention), et un groupe dit « témoin » (qui ne reçoit pas l'intervention). Cette technique de l'ERC est couramment utilisée pour évaluer l'impact des programmes de développement. Les publications scientifiques réalisées pour l'évaluation du Programme de Solidarité Nationale en Afghanistan, géré par la Banque mondiale, sont un exemple de ces processus. L'enjeu de cette évaluation est énorme au vu des sommes engagées, le programme ayant coûté plus d'un milliard de dollars sur 10 ans (2003-2013). Ces travaux s'appuient sur un ERC présenté comme statistiquement représentatif et dont la conclusion, partagée entre autres dans l'*American Political Science Review*<sup>47</sup>, est que le programme de la Banque Mondiale aurait eu un impact positif sur l'acceptation du processus démocratique par la population, sur les rapports genrés entre femmes et hommes, mais aussi, sur l'accès à l'eau et à l'électricité par les populations. Même si l'échantillon, composé de 12 districts<sup>48</sup> parmi les 398 que compte l'Afghanistan, est présenté comme représentatif de la « *diversité ethnolinguistique du pays* », sa construction pose de nombreux problèmes. D'une part, il s'agit d'une vision réductrice de la société afghane qui présuppose une homogénéité des groupes ethniques et ne prend pas en compte des configurations complexes (groupes minoritaires localement majoritaires, configurations frontalières, etc.). D'autre part, cette sélection s'est faite à partir d'une consultation avec l'OTAN, le gouvernement Afghan, l'université de Harvard, mais aussi avec une des ONG qui applique le Programme de solidarité nationale. Ainsi, l'échantillon final exclut près de la moitié des districts d'intérêts présélectionnés pendant le développement de l'échantillonnage. Ces éléments remettent en cause la validité interne et externe de l'enquête, car il s'agit incontestablement d'une dé-randomisation de la randomisation.

Enfin, la priorité donnée aux grandes bases de données entraîne une dépendance par rapport aux institutions qui les produisent. Depuis 2001, la multiplication des interventions militaires et humanitaires a entraîné une explosion de la demande institutionnelle pour une expertise « opérationnalisable » sur les guerres civiles. Le phénomène est massif tant par le nombre d'enquêtes et d'évaluations produites que par les sommes investies. En conséquence, la littérature scientifique dominante sur les conflits est aujourd'hui liée à l'expertise et l'on constate une dépendance accrue des chercheurs par rapport aux institutions qui permettent à la fois un financement et un accès aux données, au point qu'on peut parler d'un *nexus* institutions clientes-expertise-recherche<sup>49</sup>. L'étude du fonctionnement du champ de l'expertise révèle un certain nombre de collaborations qui peuvent aisément devenir des collusions. Il n'est ainsi pas rare de trouver une ONG qui travaille à la fois dans l'audit et la réalisation d'un même programme ou que des experts en charge de l'évaluation dépendent des institutions qu'ils

---

<sup>46</sup> Les outils mobilisés incluent l'évaluation par différence de différences, la technique de variables instrumentales, la régression sur discontinuités et l'approche par sélection sur observables et mobilisation de la théorie du jeu.

<sup>47</sup> Andrew Beath, Fotini Christia et Ruben Enikolopov, "Empowering Women through Development Aid: Evidence from a Field Experiment in Afghanistan," *American Political Science Review*, 2013, vol. 107, no. 3, p. 540-557.

<sup>48</sup> Sur les douze districts, cinq sont tadjiks, quatre pashtounes, un hazara et deux abritent une minorité significative d'Ouzbeks et de Turkmènes.

<sup>49</sup> Voir notamment le Field Lab de Yale University (<http://www.thefieldlaboratory.org>) et ESOC Empirical Studies of Conflict de Princeton (<https://esoc.princeton.edu/>) qui croisent les données des programmes de USAID, celles de l'armée américaine et les enquêtes sous-traitées à des entreprises par exemple Sayara Research ou Altaï.

évaluent<sup>50</sup>. De même, les collaborations entre les militaires, les entreprises et les universités sont particulièrement fréquentes, comme l'illustre le Counterinsurgency Advisory Assistance Team (CAAT), mis en place par un général de l'armée américaine (McChrystal) et sous-traité à une entreprise privée américaine (Jorge Scientific Corporation)<sup>51</sup>.

L'accès aux bases de données institutionnelles, conditionné par un contrat d'expertise<sup>52</sup>, est d'une importance cruciale pour les chercheurs, car c'est à partir des données ainsi collectées qu'ils pourront ensuite publier dans les revues centrales de la discipline. En effet, la condition aujourd'hui nécessaire pour publier dans les revues, notamment anglo-saxonnes, est de tester des modèles de type économétrique, de préférence sur des bases de données très larges fournies par des institutions telles Facebook, X (Twitter), la Banque mondiale, l'armée américaine, etc. En pratique, l'accès par les universitaires à des corpus de données dites « granulaires » (ou de « haute définition ») a largement structuré le champ du savoir, notamment sur l'Irak et l'Afghanistan. Du côté des bailleurs de fonds et des institutions détentrices de ces données, on retrouve le même intérêt pour les analyses quantitatives comme aide à l'évaluation et à la prise de décision. Ces dernières années, un des exemples les plus frappants est l'utilisation des données internes de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan par des chercheurs de Yale autour de Jason Lyall, de Princeton autour de Jacob N. Shapiro et d'U.C. San Diego autour d'Eli Berman. Enfin, les biais éventuels qui affectent ces données sont inconnus et il est en pratique impossible de les confronter avec d'autres sources.

Les conditions d'accès aux données affectent immanquablement le savoir produit, car elles supposent le plus souvent une co-définition de l'objet de la recherche<sup>53</sup>. Du fait de leur dépendance structurelle, les experts ne sont pas en situation d'interroger de façon critique les présupposés inhérents à toute commande institutionnelle et produisent donc des rapports « techniques » orientés vers l'amélioration de politiques ou de programmes portés par les commanditaires de ces recherches. Les données sont collectées pour répondre à des problématiques selon des catégories et des mesures largement définies en amont par les bailleurs. Nombre de publications posent des questions directement inspirées par ces

---

<sup>50</sup> Alessandro Monsutti, "Fuzzy Sovereignty: Rural Reconstruction in Afghanistan, between Democracy Promotion and Power Games", *Comparative Studies in Society and History*, 54 (3), 2012, p. 563–591: note 15, p. 571.

<sup>51</sup> Anne-Marine Vanier, *Le savoir sur les guerres civiles...*, op .cit.

<sup>52</sup> Par exemple, Jason Lyall, politiste affilié à Yale, était le conseiller technique pour un projet d'évaluation mené pour USAID par une entreprise de sous-traitance (*development contractor*) entre 2012 et 2015 à Kaboul en Afghanistan. De même, les travaux de la chercheuse Fotini Christia, politiste à Yale, s'appuient largement sur des missions d'évaluation menées pour la Banque mondiale.

<sup>53</sup> Les biais de l'armée américaine tiennent notamment au fait que les rapports sont des productions bureaucratiques destinées à la hiérarchie.

institutions, par exemple les effets des bombardements aériens sur le soutien de la population à l'intervention occidentale en Afghanistan ou le rôle des téléphones portables dans les attaques de l'insurrection en Irak – deux études financées par l'US Air Force<sup>54</sup>. En dehors des questions éthiques que pose la participation de fait à un programme de contre-insurrection, cet alignement sur des objectifs institutionnels décourage les discussions théoriques au profit d'une approche normative et technicienne.

En conclusion, pour reprendre les termes de Klaus Schlichte dans son étude sur les groupes armés « *War and armed conflicts since 1945 have so far not been documented to a degree which makes sound quantitative analysis possible*<sup>55</sup>. » Mais, si nous avons voulu attirer l'attention sur les limites de la quantification, il serait faux d'exclure *a priori* toute étude de ce type. Les études quantitatives sont un apport à la compréhension des guerres civiles comme de tout autre phénomène social, mais à deux conditions. D'abord, il faut renoncer aux grands échantillons au profit d'études plus modestes qui permettent un meilleur contrôle des données. De ce point de vue, les bases de données PRIO et COW sont inutilisables, car construites à partir de définitions arbitraires avec des données peu fiables ou d'origine non connues. Leur continuation depuis des décennies tient probablement au fait que les institutions, autant que les individus, tendent à persévérer dans leur être.

Ensuite, le quantitatif doit s'inscrire dans un projet construit à partir d'une connaissance des contextes. Prenons quelques exemples d'études quantitatives qui apportent des éléments intéressants à notre compréhension des conflits sur trois points : perceptions, intensité et biographies. Virginie Beudais a dirigé une étude sur les perceptions de la population dans le centre Mali ; son commentaire est un exemple d'interprétation prudente (mais néanmoins suggestive) des données d'enquête. Le soin apporté à la formation des enquêteurs, la durée de l'enquête (semestrielle sur plusieurs années, l'utilisation de questions ouvertes et la bonne connaissance du contexte limitent les risques liés à l'utilisation de questionnaires<sup>56</sup>. Cette enquête, par l'ampleur des moyens nécessaires, est cependant destinée à rester exceptionnelle. Leïla Vignal a utilisé des données quantitatives pour évaluer l'ampleur des destructions dans la guerre civile syrienne, notamment des photos satellites mettant en évidence l'origine et le

---

<sup>54</sup> Jason Lyall, Graeme Blair et Kosuke Imai, « Explaining Support for Combatants during Wartime: A Survey Experiment in Afghanistan », *American Political Science Review* 107 (4), 2013, pp. 679-705 ; Jacob Shapiro et Nils Weidmann, « Is the Phone Mightier Than the Sword? Cellphones and Insurgent Violence in Iraq », *International Organization* 69 (2), 2015, pp. 247-274.

<sup>55</sup> Klaus Schlichte, *In the Shadow of Violence – The Politics of Armed Groups*, The University of Chicago Press, 2009, pp. 23-24.

<sup>56</sup> Virginie Baudais, Shourjya Deb, Frédéric Daudon et Dan Sanaren, *Listen to Us! Local Perceptions of Populations in Central Mali*, SIPRI, 2023.

trajet des personnes déplacées, ou la destruction ciblée de certains quartiers<sup>57</sup>. Enfin, à partir d'une réflexion sur les limites du quantitatif, Klaus Schlichte a fourni dans son étude sur les groupes armés des données simples, mais robustes, sur les profils de leurs cadres qui marquent un progrès de connaissance significatif<sup>58</sup>.

### *Le privilège de l'observateur*

Si les approches qualitatives ne sont pas absentes, elles deviennent aujourd'hui minoritaires, cantonnées à une valeur illustrative et, au fond, illégitimes dans le champ néopositiviste des études sur les guerres civiles. Par exemple, Paul Collier et Anke Hoeffler insistent sur l'impossibilité d'une démarche compréhensive, car les discours ne seraient pas fiables, les individus pouvant dissimuler, volontairement ou non, leurs « véritables » motifs<sup>59</sup>. En conséquence, les jeunes chercheurs et chercheuses sont explicitement découragés d'utiliser l'observation et les entretiens non directifs. Cette réticence à l'enquête explique notamment que les « terrains » prennent bien souvent la forme d'entretiens formels, éventuellement à distance, avec parfois quelques jours de présence pour l'ensemble d'une thèse. (Il faudrait aussi mentionner le recueil de la « parole d'experts », universitaires ou autres, par un questionnaire ou un entretien par vidéoconférence. Je reste pour ma part dubitatif sur le statut épistémologique de cette pratique). De même, les illustrations qualitatives n'infléchissent jamais les résultats obtenus par les données quantitatives. Du point de vue d'une carrière universitaire, l'enquête *in situ* est enfin peu « rentable » du fait de l'investissement qu'elle suppose (apprentissage linguistique, séjours longs), alors qu'un travail à partir de modèles économétriques permet de produire des articles de façon comparativement plus rapide. Beaucoup d'articles récents sur les guerres civiles ne supposent d'ailleurs pas la présence des auteurs et autrices dans le pays, ni une connaissance particulière du contexte.

Par ailleurs, des règles dites éthiques conditionnent de plus en plus ce type d'enquêtes : la liste des entretiens doit parfois être soumise à l'avance, le chercheur ne doit pas être en contact avec des groupes classés comme terroristes, ni être témoin d'actes illicites, il lui faut recueillir une autorisation écrite des personnes interrogées (*informed consent*), etc. L'enjeu est de protéger l'institution académique contre d'éventuelles poursuites judiciaires et, surtout,

---

<sup>57</sup> Leyla Vignal, *War-Torn: The Unmaking of Syria, 2011–2021*, Hurst, 2021.

<sup>58</sup> Klaus Schlichte, *The Shadow of Violence*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>59</sup> Paul Collier et Anke Hoeffler, *Greed and Grievance in Civil War*, The World Bank Policy Research Working Paper 2355, 2000.

d'établir un contrôle sur les employés-chercheurs en accord avec le modèle entrepreneurial dominant. De ce point de vue, la propriété des données collectées par le chercheur est de plus en plus revendiquée par l'institution qui l'emploie. Tout cela affecte profondément le choix des sujets de thèse et le poids de la bureaucratie est tel que certains doctorants et doctorantes en viennent à suspendre leur inscription universitaire le temps de réaliser leur enquête. Ainsi, les interdictions ont pour principal effet de déplacer le risque vers des assistants locaux ou d'exclure de toute protection institutionnelle ceux et celles qui s'obstinent à satisfaire leur désir de connaissance. En réalité, les risques sont faibles et je n'ai pas trouvé d'exemples ces dernières décennies d'un chercheur ou d'une chercheuse morte dans un affrontement. De plus, l'ouverture du terrain et le danger ont un rapport souvent inverse, ce qui justifie une prise de risque raisonnable. Par exemple, les chercheurs en Syrie n'ont jamais été aussi libres qu'après 2011 (en dehors des régions sous le contrôle du régime). Pour la première fois peut-être, les gens parlaient, et ils parlaient beaucoup. Certes, les déplacements pouvaient être compliqués, mais rarement impossibles, et l'accueil de la population très généreux. J'ai vu la même chose en Afghanistan, les périodes les plus chaotiques étaient les plus productives pour un chercheur.

Je tiens en conséquence à souligner le « privilège épistémologique de l'observation »<sup>60</sup> dans ces situations particulières que sont les guerres civiles. Cette position se justifie par le fait que les travaux ayant marqué une innovation théorique naissent d'un étonnement, d'un *jugement de découverte*. Rendre compte de ces ruptures sociales demande – autant qu'il est possible – d'être présent ou proche, de procéder à des observations directes, de collecter des récits d'acteurs et de témoins dans le contexte de l'action. Le savoir produit « *se situe dans les traces des relations, des discussions et des entretiens avec [nos] interlocuteurs et interlocutrices* »<sup>61</sup>. Cependant, mon argument n'est pas qu'on ne peut rendre compte que de ce qu'on observe personnellement et d'autres méthodes, notamment un travail sur les archives ou une quantification précautionneuse, sont évidemment légitimes, mais l'enquête au plus près possible de l'évènement me paraît souhaitable, et son absence se traduit par différents biais<sup>62</sup>.

D'abord, l'absence d'enquête en contexte n'est qu'en partie compensée par d'autres sources. En effet, les événements marquants qui définissent une génération ne laissent pas

---

<sup>60</sup> Daniel Bizeul « Les ressorts psychologiques sont-ils des faits ? » in Pierre Paillé (dir.) *La méthodologie qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*, Armand Colin, 2006, pp. 63-83, p. 71.

<sup>61</sup> Adèle Blazquez « Ethnographie d'un contexte violent (Sinaloa, Mexique) : l'immanence de l'enquête » *Monde commun* 1, 2018, pp. 188–205, p. 188.

<sup>62</sup> Je reprends en partie un article écrit avec Adam Baczkowski et Arthur Quesnay, « The epistemological privilege of fieldwork. A collective investigation in war-torn Syria », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 151(1), 2021, pp. 96-116.



nécessairement beaucoup de traces archivistiques<sup>63</sup>. Les insurrections ne se traduisent pas toujours par la formation d'institutions et, dans le cas où celles-ci existent, elles se caractérisent souvent par leur pauvreté matérielle. Les sources disponibles pour le chercheur sont alors celles des autorités en place. Ainsi, les jacqueries, les révoltes ouvrières, la piraterie et, plus généralement, les phénomènes de contestation aux marges sociales ou géographiques sont souvent étudiés à partir des archives officielles<sup>64</sup>. Et les situations de post-conflit ne sont souvent guère plus accueillantes avec un déni d'accès ou une surveillance policière accrue<sup>65</sup>. De plus, certains phénomènes passent inaperçus de la plupart des observateurs, d'où le risque de s'appuyer exclusivement sur les écrits produits par des journalistes ou des ONG. En Syrie, la présence de nouvelles institutions civiles a été très largement oubliée par les médias, les experts et, plus surprenant, par certains militants syriens hors de Syrie, alors qu'elles sont un des aspects les plus caractéristiques de la guerre. Par ailleurs, l'étonnement qu'a provoqué chez nous la persistance de manifestations pacifiques bien après le début des affrontements nous a conduit à réévaluer la place des mobilisations unanimistes de 2011. Après 2013, la marginalisation de ces manifestants au profit des organisations jihadistes, dont les cadres s'étaient formés dans la lutte contre l'occupation américaine en Irak (Jabhat al-Nusra et État islamique), a renforcé l'illusion rétrospective de l'inéluctabilité du passage à l'islamisme radical, voire pour quelques-uns que les mobilisations étaient *dès le départ* une entreprise islamiste.

Ensuite, les sources disponibles après coup (procès, archives, journaux intimes) permettent d'appliquer des protocoles de recherche contrôlés, mais présentent certaines limites. Ainsi, l'enquête auprès des réfugiés syriens a parfois été utilisée pour reconstituer le déroulement de la guerre<sup>66</sup>, mais aussi comprendre l'expérience de l'exil, celle des camps et les transformations affectant les pays voisins<sup>67</sup>. Cependant, les acteurs reconstruisent d'autant plus la réalité qu'ils sont impliqués émotionnellement et que les faits passés font l'objet de luttes

---

<sup>63</sup> Alban Bensa et Eric Fassin « Les sciences sociales face à l'événement » *Terrain* 38, 2002, pp. 5–20 ; Daniel Hoffman et Stephen Lubkemann “Warscape Ethnography in West Africa and the Anthropology of ‘Events’” *Anthropological Quarterly* 78(2), 2005, pp. 315–327.

<sup>64</sup> Le travail de Marcus Rediker sur la piraterie s'appuie beaucoup sur les sources de l'amirauté, Marcus Rediker, *Villains of All Nations: Atlantic Pirates in the Golden Age*, Verso, 2004.

<sup>65</sup> Susan Thomson “‘That is not what we authorised you to do ...’: Access and government interference in highly politicised research environments” in Chandra Lekha Sriram, John C. King, Julie A. Mertus *et al.* (dir.) *Surviving Field Research: Working in Violent and Difficult Situations*, Routledge, 2009, pp. 108–123.

<sup>66</sup> Wendy Pearlman “Narratives of Fear in Syria” *Perspectives on Politics* 14(1), 2016, pp. 21–37; Pearlman W “Moral Identity and Protest Cascades in Syria” *British Journal of Political Science* 48(4), 2018, pp. 877–901.

<sup>67</sup> Laura Ruiz de Elvira “From Local Revolutionary Action to Exiled Humanitarian Work: Activism in Local Social Networks and Communities’ Formation in the Syrian post-2011 Context” *Social Movement Studies* 18(1). Routledge, 2018, pp. 36–55.

mémorielles, voire de procédures judiciaires en cas de justice transitionnelle<sup>68</sup>. Comme l'écrivait Georges Canguilhem, « *Du côté du jugement l'erreur est un accident possible, mais du côté de la mémoire l'altération est d'essence.* »<sup>69</sup> et, pourrait-on ajouter, cette dernière croît exponentiellement avec le temps. Certains chercheurs, soucieux de prendre en compte ces contraintes sur les prises de parole après la guerre, ont d'ailleurs fait de ces récits un révélateur des tensions à l'œuvre dans le post-conflit<sup>70</sup>. Isabelle Rivoal souligne ainsi les difficultés que rencontrent les anthropologues qui ont fait du terrain avant et après la guerre du Liban à produire une narration qui inclut le conflit armé<sup>71</sup>. Par ailleurs, on court le discours des acteurs ne prend sens que par sa contextualisation. Ainsi, on ne voit pas de la même façon une vidéo de propagande d'un groupe armé syrien après l'avoir observé sur la ligne de front. Souvent destinées à de potentiels financeurs arabes, les combattants filmés surjouaient l'idéologie islamiste globale (y compris en affichant les marqueurs vestimentaires et physiques renvoyant aux groupes les plus radicaux) et le degré d'efficacité des opérations. Ce que nous avons vu des pratiques quotidiennes des groupes indique des degrés de professionnalisation très inégaux et une relation très indirecte entre les marqueurs djihadistes et l'engagement politique des combattants.

Enfin, certains chercheurs ont essayé de rendre compte du conflit armé par des entretiens par vidéoconférence, sur les réseaux sociaux ou dans les camps de réfugiés. Ces données produites à distance sont un apport effectivement important, par exemple Thomas Pierret a pu suivre à distance les évolutions des mouvements religieux au sein de l'insurrection syrienne<sup>72</sup>. Cependant, dans un article méthodologique, Thierry Boissière a souligné les nombreux écueils qui découlent d'une pratique de recherche menée hors du contexte dans lequel se déroulent les événements : « *la manipulation et la fabrication de l'information, l'approximation, l'imprécision des données ainsi obtenues et l'impossibilité de les vérifier et de les recouper* »<sup>73</sup>,

---

<sup>68</sup> Antonius Robben "Ethnographic Imagination at a Distance: An Introduction to the Anthropological Study of the Iraq War" in Antonius Robben (dir.) *Iraq at a Distance: What Anthropologists Can Teach Us about the War*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 2010, pp. 1–23.

<sup>70</sup> Valérie Robin Azevedo, *Sur les sentiers de la violence : Politiques de la mémoire et conflit armé au Pérou*. Paris: Éditions de l'IHEAL, 2019.

<sup>71</sup> Isabelle Rivoal « Écritures suspendues, vies engagées. Traverser la guerre civile au Liban » *Ethnologie française* Vol. 44(3), 2014, pp. 503–512.

<sup>72</sup> Thomas Pierret « Fragmentation et consolidation de l'opposition armée » *Confluences Méditerranée* 89(2), 2014, pp. 45–51 ; Thomas Pierret « Crise et déradicalisation : les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham » *Confluences Méditerranée* 94 (3), 2015, pp. 43–49 ; Thomas Pierret « Les salafismes dans l'insurrection syrienne : des réseaux transnationaux à l'épreuve des réalités locales » *Outre-Terre* 44 (3), 2015, pp. 196–215 ; Ahmad Abazeid et Thomas Pierret « Les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham : ressorts contextuels et organisationnels d'une déradicalisation en temps de guerre civile » *Critique internationale* 78(1), 2018, pp. 63–84.

<sup>73</sup> Thierry Boissière « L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse » *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* » 138, 2015, pp. 117–130.

quand elle est fondée sur des données rapportées, sans vérification empirique par les chercheurs eux-mêmes<sup>74</sup>.

Malgré ses limites, l'enquête *in situ* est donc irremplaçable, car elle offre au chercheur, par une confrontation parfois brutale avec des situations hors normes, la possibilité d'une plus grande inventivité théorique. Ainsi, l'enquête introduit une incertitude génératrice d'hypothèses nouvelles, une sérendipité maîtrisée qui ouvre à de nouveaux objets et de nouvelles questions de recherche. Les potentialités du réel dépassent en effet l'imagination des chercheurs : on ne peut guère restituer les contextes sans fréquenter les personnes, sans voir en acte leurs subterfuges, leurs désaccords et leurs ententes, autrement dit sans éprouver les situations. Cette inventivité du réel – auquel le chercheur doit répondre par une créativité théorique – fait que le terrain ne peut jamais être la vérification mécanique d'hypothèses élaborées hors contexte à partir de concepts formés pour des contextes routiniers. Trop souvent réduit à une collecte de données, l'enquête est donc un moment décisif dans le questionnement théorique<sup>75</sup>. En particulier, la séquence – hypothèse, collecte des données, traitement, publication – décrit fort mal la recherche telle qu'elle se pratique sur ce type d'objets. En ce sens, l'enquête *in situ* constitue une critique en acte de l'épistémologie néopositiviste qui porte à l'extrême le découpage entre théorie et empirie. Les enquêtes que je préconise obligent à une modalité plus réactive de l'élaboration théorique, avec une interaction permanente entre les hypothèses et la production des données, ce qui implique une maîtrise préalable des concepts afin d'analyser les surprises qu'offre l'enquête.

L'urgence de restituer des moments exceptionnels contraint à renoncer au mythe de l'immaculée méthodologie pour assumer les limitations des sciences sociales<sup>76</sup>. La tension entre rigueur méthodologique et contraintes pratiques est particulièrement marquée dans les lieux difficiles d'accès (conflits armés, organisations violentes ou fermées, etc.), où la possibilité de multiplier les observations ou de mener plusieurs entretiens avec les mêmes personnes peut être limitée, voire inexistante. En particulier, le nombre d'entretiens est souvent réduit pour des raisons pratiques et la fluidité de la situation interdit des protocoles de recherche qui supposent

---

<sup>74</sup> Christian Davenport et Patrick Ball « Views to a Kill: Exploring the Implications of Source Selection in the Case of Guatemalan State Terror 1977-1995 » *The Journal of Conflict Resolution* 46 (3), 2002, pp. 427–450 ; Yoshiko Herrera et Devesh « Improving Data Quality: Actors, Incentives, and Capabilities » *Political Analysis* 15(4), 2007, pp. 365–386.

<sup>75</sup> Daniel Bizeul « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe » *Revue française de science politique* 57(1), 2007, pp. 69–89 ; Lisa Wedeen « Reflections on Ethnographic Work in Political Science » *Annual Review of Political Science* 13(1) 2010, pp. 255–272.

<sup>76</sup> Voir Koen Vlassenroot, « War and Social Research: The Limits of Empirical Methodologies in War-Torn Environments », *Civilisations*, 2006, n° 54, pp. 191-198 ; Sten Hagberg, « Ethnography in/of the Red Zone: Challenges, Frustrations, and Engagements », *Mande Studies*, 2019, vol. 21, n° 1, pp. 13-31.

de retrouver les mêmes interlocuteurs. Les conditions de l'enquête obligent ainsi à éliminer certaines méthodes – pas d'échantillonnage en l'absence de recensement par exemple – au profit de techniques plus rudimentaires, mais plus robustes dans ce type de contexte, notamment la technique de la boule de neige (*snowball sampling*)<sup>77</sup>. Si cette méthode ne permet pas de s'assurer de la représentativité des personnes interrogées, elle permet de cibler efficacement des groupes sociaux ou des institutions et de mettre à jour des réseaux. De plus, l'interaction du chercheur avec les institutions par exemple lors de la demande d'une lettre d'autorisation permet de constater les limites de la bureaucratisation d'une insurrection ou les tensions entre responsables locaux. Ces limites méthodologiques rendent l'élaboration théorique plus urgente, et non l'inverse dans la mesure où cette dernière permet d'éviter la multiplication d'observations aléatoires. Enfin, ce type d'enquête limite la répliquabilité des résultats mais, outre que les méthodes quantitatives sont loin d'être à l'abri de ce reproche, on voit mal comment procéder autrement dans des situations souvent transitoires et chaotiques.

---

<sup>77</sup> Rowland Atkinson et John Flint "Accessing Hidden and Hard-to-Reach Populations: Snowball Research Strategies" *Social Research Update* 33, 2001, pp. 1- 4.